

PLAIDOYER POUR UN NOUVEAU MOMENT POLITIQUE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Par

RUKENGWA BAHIZIRE N'SHAGI

Professeur à l'Université Pédagogique Nationale (UPN)
Chercheur au Centre d'Etudes et de Documentation pour l'Afrique Centrale (CEDAC)

RÉSUMÉ

La démocratie est un emprunt de la culture occidentale, elle ne peut faire évoluer les peuples africains. Seul le développement de sa propre culture, un développement adapté au sol, au climat et à la race, constitue pour chaque peuple un progrès véritable. Un système ne peut évoluer que s'il est enraciné dans son terroir au sens le plus pur du terme.

Les systèmes politiques des pays ne doivent pas adopter les us, les coutumes et les opinions des peuples étrangers. L'enracinement au terroir est une condition fondamentale qui garantit à elle seule, réussite, santé, force et maturité au système politique et au peuple.

L'importation de la culture occidentale en RDC a eu des conséquences funestes et a conduit à la décadence qu'on observe partout et surtout après les élections.

La RDC doit écarter tous les maux de l'adoption de la culture étrangère y compris la démocratie, et façonner un nouveau moment politique porteur d'une vie nouvelle joyeuse et riche. C'est là une œuvre de grande ampleur qui bouleversera tout et apportera santé, progrès et bonheur.

Mots-clés : *Imitation, Diversité, Complémentarité, Évolution et progrès, Culture, Terroir, RDC, Démocratie, Élection, Mimétisme*

ABSTRACT

Democracy is a loan from Western culture, it cannot make the African people evolve. Only the development of one's own culture, a development adapted to the soil, the climate and the race, constitutes for each people a true progress. A system can only evolve if it is rooted in its soil in the purest sense of the term.

The political systems of countries must not adopt the habits, customs and opinions of foreign peoples. Rootedness in the land is a fundamental condition that alone guarantees success, health, strength and maturity of the political system and the people.

The importation of Western culture into the DRC has had disastrous consequences and has led to the decadence that can be observed everywhere and especially after the elections.

The DRC must put aside all the evils of adopting foreign culture, including democracy, and shape a new political moment that will bring a new, joyful and rich life. This is a work of great magnitude that will change everything and bring health, progress and happiness.

Keywords: *Imitation, Diversity, Complementarity, Evolution and progress, Culture, Terroir, DRC, Democracy, Election, Mimicry*

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo, RDC en sigle, semble avoir accepté son statut de pays arriéré et avoir adopté les mentalités de la pauvreté et le réflexe du mendiant que lui ont suggéré ses colonisateurs pseudo bienfaiteurs. Le peuple congolais a adopté et essayé la démocratie jusqu'à donner à son pays un nom qui contient le terme « démocratique ». Tous ses efforts ont été vains. Depuis 1960, il recommence les essais sans résultat probant. Pourtant, la sagesse populaire affirme que faire la même chose en espérant des résultats différents est aberrant. Soixante-deux ans après, il est venu le moment d'essayer autre chose. Il est venu le moment pour la RDC de rompre avec les anciennes méthodes et d'essayer des nouvelles en vue d'un nouveau moment politique qui relance le pays et le sort de la décadence, de la pseudo-indépendance, ainsi que du néocolonialisme.

1. PRENDRE CONSCIENCE DES LIMITES DES CONCEPTIONS EMPRUNTÉES

L'adoption des conceptions empruntées ne peut constituer un progrès, car le progrès consiste à développer ce qui existe déjà. Ce qui est emprunté ou adopté ne devient pas pour autant une propriété personnelle. Un peuple ne peut être fier que de ses acquis personnels ou de produits propres à son esprit. En effet, chaque peuple a son esprit et une éminente mission à remplir. On parle ainsi, par exemple, du célèbre esprit allemand.

Un peuple doit donc se développer par lui-même et grandir de lui-même en utilisant ses propres facultés. Les nombreux peuples de cette terre ont des facultés différentes qui doivent s'épanouir selon la nature du sol sur lequel ils sont nés. Ils doivent rester adaptés à ce sol pour y développer le genre de beauté qui vibre en harmonie avec celle des autres peuples de la terre. L'harmonie est née que de la diversité et non de l'uniformisation de tous les

peuples. L'uniformisation de tous les peuples instaure la stagnation qui entraîne le dépérissement faute d'effets vivifiants de la complémentarité.

Les peuples africains souffrent cruellement de l'inobservance des lois de l'évolution. Cette inobservance malsaine a entraîné une régression et un effondrement au lieu de mener à l'essor.

L'évolution des peuples est régie par des lois universelles dont on ne peut se passer. Les africains n'arriveront à rien s'ils ne tiennent pas compte de ces lois.

2. REMPLACER LA DÉMOCRATIE PAR QUELQUE CHOSE DE PLUS PRODUCTIF

Il est indispensable de suspendre toutes les idéologies importées qui n'ont produit aucun résultat et favoriser l'inspiration d'une nouvelle idéologie plus constructive qui élève le congolais et favorise sa culture.

Le prestige de la démocratie électorale et la ferme volonté des puissances occidentales de l'imposer dans le monde sont connus. Pourtant, ses échecs en Afrique découragent et incitent à essayer autre chose. Ceci malgré que les démocraties occidentales ne transigent pas avec leur mission civilisatrice sensée reprendre partout son évangile démocratique et électoral dont elles font une condition pour accéder à leur « générosité ».

3. LES CONSÉQUENCES FUNESTES DE L'APPLICATION D'UNE CULTURE DÉMOCRATIQUE IMPORTÉE

Des nombreux pays africains se sont efforcés d'être des bons élèves de la démocratie sans y parvenir. L'Afrique du Sud, le Zimbabwe, la Tanzanie, le Mali, le Bénin, le Sénégal, ..., ont fait des avancées démocratiques sans, pour autant, donner le bien-être à leurs peuples respectifs. A des degrés divers, sans doute, ces peuples continuent tous à faire face à des difficultés et à la faible croissance de leurs économies.

Ce papier ne plaide pas pour le retour au système traditionnel qui n'a pas non plus apporté le progrès mais pour la découverte d'un simple système conforme aux principes universels de la maturation des nations.

Quatre-vingt coups d'Etat en cinquante ans d'indépendance démontrent que les élections ne sont, en Afrique, qu'un théâtre de marionnettes dont les fils sont tirés en coulisse.

En Côte d'Ivoire, depuis la disparition d'Houphouët-Boigny, premier président du pays, il n'y a jamais eu de passation pacifique de pouvoir. Henri Konan Bédié, président de l'Assemblée Nationale, succède à Houphouët-Boigny en 1993, après la mort de ce dernier, conformément aux dispositions

constitutionnelles. Puis il remporte sans gloire l'élection présidentielle de 1995, l'opposition unie ayant boycotté l'élection en signe de contestation du nouveau code électoral.

Le Général Robert GUEÏ renverse Konan Bédié, par un coup d'Etat le 24 décembre 1999.

Ensuite Laurent GBAGBO gagne les élections présidentielles contre Robert Gueï le 22 octobre 2000. Le vaincu se retire en province après avoir tenté de contester les résultats des élections par un coup de force militaire.

Le 4 décembre 2010, Gbagbo et Ouattara prêtent serment chacun de son côté. L'élection attendue depuis dix ans donne naissance à deux présidents, puis à une guerre civile. Cette grande embrouille ouvre la voie à toute sorte de conspiration : La commission électorale, le représentant spécial de l'ONU et le Conseil constitutionnel ont donné trois résultats différents¹ faisant ainsi planer le doute sur ce processus électoral.

Comme on le voit, l'après Houphouët est une série des crises mal gérées et aux conséquences dramatiques impliquant des nombreuses pertes des vies humaines.

Le drame postélectoral de Côte d'Ivoire plonge la population dans la tourmente au lieu de résoudre la crise politico-militaire ouverte en 2002².

L'élection présidentielle de 2010 en Côte d'Ivoire était, à ce point, confuse que les institutions ivoiriennes devraient faire certifier leur décision par les Nations Unies qui devenaient ainsi les procureurs du pouvoir dans un pays souverain.

Une certification aussi formelle apparaît pour la première fois dans les opérations de maintien de la paix en Afrique et devient un pas de plus vers la domination des peuples africains.

Il est vrai que les rapports d'observations internationales des élections avaient déjà une allure de certification tacite mais pas aussi formelle.

Cette certification n'a d'ailleurs pas apporté plus de lumière dans les résultats des élections. Au contraire, elle a été aussi floue que les autres sur les résultats et personne n'a connu les résultats officiels dans les détails. Pas de résultats des bureaux de vote, pas de taux d'abstention, pas de taux de participation, tout est mystère.

¹ F. MATTEI, *Laurent Gbagbo selon François Mattei, Pour la vérité et la justice*, Paris, Edition du Moment, 2014, p. 17.

² *Ibidem*, p. 15.

L'autre fait étonnant est le sens et la valeur que l'occident attribue aux institutions africaines selon ses intérêts du moment : Le 11 avril 2011, le même conseil constitutionnel, qui était récusée, quelques mois avant, est reconnu pour proclamer Alassane Ouattara Président de la République. Ceci sans pour autant revenir formellement sur sa décision du 3 décembre 2010. Le même conseil proclamera donc deux résultats contradictoires.

On voit ici que l'essentiel est de fonder la légitimité du nouveau président élu par l'ONU qui devient ainsi le grand-électeur. D'ailleurs, le conseil s'appuie sur les décisions de l'ONU et des institutions africaines pour justifier son volte-face.

Par la magie de la communauté internationale, le Conseil constitutionnel redevient tout à coup respectable et crédible aux yeux des occidentaux.

Les élections présidentielles n'apportent pas plus de bonheur au peuple gabonais ni plus de légitimité au président élu au Gabon. Ali Bongo, élu en 2009 termine son mandat avec une crédibilité populaire très discutable. Sa réélection en 2016 n'a pas dérogé à la règle de la contestation et des violences électorales.

Décidemment, les élections en Afrique posent plus de problèmes qu'elles n'apportent des solutions.

Le 31 août 2016, les résultats des élections présidentielles à un tour, sont proclamés par le Ministre de l'intérieur qui les obtient normalement de la CENAP : environ 49 % pour Ali Bongo et 48% pour son adversaire, soit une différence d'un peu plus de 5000 voix. Ceci après une opération de dépouillement dans la plus grande discrétion et à laquelle les observateurs n'ont pas le droit de participer.

Les missions d'observations, notamment, de l'Union européenne étaient présentes mais la loi ne prévoyait pas qu'ils observent l'opération de dépouillement.

Cette nouvelle victoire d'Ali Bongo, comme en 2009, lors de la précédente élection présidentielle, donne lieu à des émeutes à Libreville et sur toute l'étendue du territoire gabonais. L'Assemblée nationale a été incendiée, la radiotélévision attaquée et des scènes des pillages ont eu lieu dans le pays.

En représailles, les gagnants attaquent le quartier général de l'opposition par voie aérienne et terrestre. Les hélicoptères, les bérets rouges et verts, la garde républicaine et les gendarmes équipés, selon RFI, de M16 et autres armes lourdes ont pratiquement engagé la guerre contre l'opposition. La nuit du 31 août au 1^{er} septembre 2016 a pratiquement été une nuit de violence pendant laquelle la population était complètement paniquée.

Le candidat malheureux et leader de l'opposition, Jean PING, déclarait sur la RFI que ses partisans exprimaient une colère et une frustration accumulées depuis 50 ans, une réaction spontanée des populations qui vivent la même chose depuis 50 ans.

On constate, comme ailleurs, que les militants sont chauffés à blanc par une campagne très agressive de part et d'autres, par des espoirs illusoire d'une démocratie impossible, dont les conditions d'application ne sont pas réunies et dont les promesses n'ont été tenues nulle part.

Le Mali et le Benin qui passaient pour des modèles ont connu leur lot de malheurs, ils ne sont pas des exemples de progrès en Afrique.

On a mobilisé des bandes de jeunes durant des très longues semaines. On a convaincu l'élite africaine des vertus démocratiques aux effets sociaux magiques mais les faits sont têtus et les résultats n'ont suivi nulle part en Afrique.

Les populations africaines sont loin de goûter la succulence des fruits de la démocratie. Georges Clemenceau disait à raison qu' « on ne ment jamais autant qu'avant les élections, pendant la guerre et après la chasse »³.

En effet, les périodes d'élections, en Afrique, ressemblent à la fois à la guerre et à la chasse, ce qui rend le mensonge encore plus agissant. Les candidats font monter la pression et disent qu'ils n'accepteront pas les résultats qui ne seraient pas en leur faveur. Toutes les parties en présence n'envisagent et n'acceptent pas l'échec. L'élection n'est pas une compétition où les adversaires respectent les règles mais une sorte de guerre où tout est permis.

Chacun tire la couverture de son côté. Les perdants doivent se terrer se cacher face aux assaillants protégeant leur victoire. Chaque camp trouve des prétextes pour justifier les violences qui s'en suivent.

4. UNE DEMOCRATIE CHAQUE JOUR PLUS DESASTREUSE EN RDC

L'indépendance du Congo le 30 juin 1960 devait normalement déboucher aussi bien sur la « responsabilisation » de « l'élite » congolaise que sur le consentement du peuple qui accorderait tout son crédit aux gouvernants choisis par le biais d'élections, qui symbolisait l'espoir du bien-être.

L'élection législative de mai 1960 met en place un parlement au sein duquel une élection présidentielle est organisée. « Deux candidats se présentent, Kasavubu, Président général de l'ABAKO, et Bolikango, Président du PUNA. Dès le premier tour, au scrutin secret, Kasa-Vubu est désigné par 159 voix

³ NIMY MAIDIKA, J., *Les raisons d'un retour, Des défis pour la République*, Kinshasa, Libre pensée, 2004, p. 38.

contre 43 obtenu par Bolikango et 11 bulletins blancs ou nuls »⁴. Un tel score électoral implique en principe une grande légitimité. Mais il s'agit ici d'une élection au parlement dont les électeurs sont les seuls élus et qui n'implique pas nécessairement une opinion populaire étendue.

Les candidats qui sont élus en ce moment-là sont acceptés par les congolais qui espèrent s'être ainsi libérés de la colonisation et avoir droit à une meilleure qualité de vie. Mais le peuple-électeur déçante vite, il réalise, trois mois seulement après, qu'il a donné un chèque en blanc bien trop vite. Le chaos qui va succéder à ces élections, plonge le pays dans une conjoncture où la légitimité populaire n'a pas de place.

La destitution puis l'assassinat du Premier Ministre élu, Patrice Lumumba, qui incarnait les espoirs d'une part importante de la population, n'est pas faite pour faciliter les choses. La population, le premier pourvoyeur de légitimité, est désabusée, confuse devant un tel chaos, une situation qui n'attire ni sa confiance, ni sa crédibilité.

Naturellement, les acteurs invisibles et surtout externes, pourvoyeurs cachés de la légitimité, opèrent et voient plus clair dans ce chaos. Les forces militaires qui sont mises en exergue agissent sous l'impulsion et le financement des groupes d'intérêts précis.

Comme on le voit, l'élection présidentielle socle de la démocratie n'a apporté que le malheur au Congo et 62 ans après, elle n'a même pas pu produire le quart de ce que la colonisation a réalisé sur le plan économique.

5. LES ÉCHECS DE LA DÉMOCRATIE AU CONGO FONT QUE LE PEUPLE PRÉFÈRE UN POUVOIR FORT

Lorsqu'en 1960, Mobutu neutralise les autorités politiques élues et les remplace par des jeunes technocrates, il a le soutien des nations dites de vieilles traditions démocratiques et les applaudissements du peuple. Le même Mobutu, renverra le processus « démocratique » aux oubliettes pour 32 ans par un coup d'Etat le 24 novembre 1965 encouragé par les USA, notamment, soucieux de ne pas voir le pays tomber entre les mains des russes. La mise entre parenthèses de la démocratie par Mobutu est perçue comme une opportunité par une population fatiguée des crises et même des guerres.

Dans cet exemple, la modélisation de la source du pouvoir est inversée par rapport aux théories même de la démocratie avec l'appui des initiateurs de cette même démocratie. La pratique quotidienne en RDC confirme la, perception selon laquelle le pouvoir ne peut venir que de la force ou de l'hérédité, en tout cas d'en haut. La pratique congolaise contredit au quotidien l'évangile démocratique.

⁴J. GERARD-LIBOIS et B. VERHAEGEN, *Congo 1960*, Tome I, Léopoldville, CRISP-INEP, p. 302.

Il devient incertain que le pouvoir provient réellement du peuple. La force du peuple s'avère insuffisante comparée à celle de l'armée ou des puissances occidentales. L'élection présidentielle est ici une ressource additive pour la consolidation d'un pouvoir qui répond à la logique des rapports des forces et de la conjoncture politique.

On observe ici une mixité en matière de perception de la source acceptable du pouvoir. La démocratie signifie, pour une large part des personnes, le fait de gouverner au profit du peuple. Le Congolais moyen ne s'intéresse à la politique que dans le sens qui lui permet d'avoir du bien-être sur son terroir.

Les populations rurales déclarent qu'elles renonceraient à certaines exigences de la démocratie si le Président en place travaillait pour le bien de la population et que le pays était stable et prospère.

Les présidents Museveni et Kagame, sont au pouvoir depuis longtemps et sont tolérés par les mêmes occidentaux qui exigent pourtant et à tout prix l'alternance en d'autres lieux comme en RDC. C'est sous cet angle d'efficacité que la société congolaise apprécie aussi un Président.

En 1965, Mobutu jouit d'une légitimité issue principalement du fait qu'il réalise une certaine stabilité, maintient l'unité du pays et assure la sécurité. La population peut alors se reposer du chaos et du désordre des politiciens qui ont du mal à s'entendre.

Avec le temps, Mobutu ressent pourtant le besoin de se conformer au "diplomatiquement correct" et organise trois fois des élections présidentielles non concurrentielles dans un système à parti unique. A ce temps-là, il sait que le peuple ne le conteste pas mais qu'il doit se conformer aux exigences de la vision occidentale pour continuer à bénéficier ses largesses. Des élections qui se déroulent dans une ambiance qui n'a rien à avoir avec l'idéal démocratique mais qui lui permettent de sauver les apparences.

L'opposition est interdite et assimilée à la rébellion. Certains opposants sont qualifiés d'insurgés et sont pendus publiquement. La presse est muselée et les libertés d'opinion et d'association sont réduites.

On voit que, conformément, à l'environnement international, le pouvoir de Mobutu ne recherche pas avant tout le consentement du peuple mais celui des puissances donatrices, principales pourvoyeuses du genre de légitimité qui lui est nécessaire en ce moment-là. Toute sa machinerie électorale est destinée à obtenir l'acceptation de ses protecteurs et bailleurs des fonds.

Ce genre d'élections s'observe encore au Rwanda et en Ouganda. Le besoin de légitimité internationale est plus vif que celui de la légitimité populaire ou interne. Le primat de la légitimité étrangère sur la légitimité interne s'observe aussi par le primat de la politique externe sur la politique interne de la RDC.

La chute du mur de Berlin, entraîne la chute de beaucoup des dictatures africaines et ouvre la voie à l'opposition en gestation depuis quelques années. Elle peut enfin profiter de ce climat international pour s'exprimer. Il s'agit ici aussi d'une opposition de façade qui ne propose que l'alternance sans alternative. Elle est soutenue de l'extérieur exactement comme les ONG qui prennent aussi de l'ampleur en ce moment-là grâce uniquement au financement extérieur.

Mobutu dont le soutien, et donc la légitimité occidentale n'est plus automatique suite à la fin de la guerre froide, est contraint de se trouver une légitimité interne et de d'initier une Conférence Nationale Souveraine qui débouche sur une longue transition. Il n'arrive pas à se trouver cette légitimité interne qui répond à une autre logique que celle qu'il a utilisée pour avoir le soutien extérieur.

Malgré cette évolution, le consentement du peuple ne sera pas le plus vifs désir des dirigeants ni l'atout majeur pour accéder au pouvoir. L'appui du peuple reste une arme politique additionnelle à l'atout militaire, financier et international qui détermine la prise du pouvoir.

6. UNE LIBÉRATION SANS CHANGEMENT DE CULTURE POLITIQUE

C'est une lutte, conduite par des armées étrangères sous les dehors d'une rébellion, qui met fin à la longue période de transition le 17 mai 1997 avec l'avènement de l'AFDL dirigée par Laurent Désiré Kabila. C'est donc la force militaire qui vient à bout d'un Président que le peuple ne portait plus à cœur depuis longtemps. La démocratie a été incapable de mettre fin à ce chaos confirmant encore ici son caractère peu opérationnel dans le contexte congolais.

L'opinion positive ou négative de la société civile par rapport à Mobutu n'a pas eu beaucoup d'impact sur son pouvoir présidentiel avant 1990.

L'AFDL qui prend le pouvoir à la faveur de cette lutte armée ne parle pas prioritairement de la démocratie mais de la reconstruction. Le consentement de la population n'est pas son souci primordial, par contre, elle a besoin d'un dispositif coercitif pour mieux tenir le peuple. Curieusement la population approuve ce dispositif qui est perçu comme le retour d'un pouvoir fort et régulateur. La circulation urbaine se réorganise automatiquement, une plus grande sécurité revient sur la place publique notamment au grand marché de Kinshasa, où des faux et des vrais agents de sécurité ravissaient argent et biens de valeur aux paisibles citoyens pour des motifs fallacieux.

Ce dispositif ne sera pas souvent activé du fait que Kabila le père met fin à la dictature, rétablit un peu d'ordre, arrête les dignitaires mubutistes..., et connaît pour cela un consentement de la population qui lui obéit sans hésiter.

L'appui du peuple au pouvoir de Kabila connaît quelques fondements : d'abord, le fait de renverser Mobutu et de remettre un peu d'ordre après le chaos qui a marqué la période de fin de règne, ensuite sa rupture avec ses alliés rwandais qui a mis fin aux actes humiliants qu'ils commettaient sur la population. Il y a aussi le fait d'avoir, contrairement à Mobutu, désigné courageusement le Rwanda comme agresseur vers qui la guerre devait retourner. Tout cela lui a donné la posture du soldat du peuple et de symbole du combat national contre l'hégémonie des puissances voisines.

L'exemple de Kabila le père montre que le Président congolais peut jouir d'une certaine légitimité s'il assure la paix et le bien-être de la population, sans nécessairement être issu d'élections. Cela dépend évidemment de la conjoncture socio-économique et politique.

7. A QUOI SERVENT LES ÉLECTIONS CONGOLAISES DITES DÉMOCRATIQUES

L'astuce tendant à produire un discours libéral pour couvrir une réalité dictatoriale, à nommer démocratique des institutions autocratiques ne peut être que destiné à la consommation extérieure car la population connaît intuitivement la réalité des institutions et la nature de son régime. C'est ainsi que les congolais ont compris les trois élections présidentielles qu'a organisé Mobutu et qui étaient vues comme un spectacle par les congolais mais dont tout le sens était à trouver dans la scène internationale.

L'élection de 2006 a été certifiée démocratique par les observateurs internationaux. Elle a mis en exergue deux leaders venus au pouvoir grâce à leur participation à la guerre et consacré la faiblesse politique des leaders historiques non armés et dits démocratiques. Ainsi, la guerre a servi d'ascenseur social et politique, de voie d'accès au pouvoir plus fiable que celle de l'opposition politique d'Etienne Tshisekedi et de Gizenga par exemple. La force reste ainsi la voie privilégiée d'accès au pouvoir, elle se confirme comme source fiable du pouvoir en Afrique.

Cette élection consacre la victoire de Joseph Kabila (58,05%) sur Jean-Pierre Bemba (41,95%) à l'issue du deuxième tour. A la lumière de cette répartition presque équitable du suffrage, l'électorat est partagé en deux camps sérieux. Kabila va devoir gouverner sans le consentement de 42% de la population étant donné que son rival ne reconnaît pas sa victoire. C'est ainsi que Kabila a confié la primature au Palu de Gizenga pour équilibrer un peu l'équation.

Les élections ont ainsi divisé le pays en deux factions qui se sont même affronté militairement en pleine ville de Kinshasa. Jean-Pierre Bemba a dû être enfermé à la Haye pour que la stabilité revienne à Kinshasa.

L'élection présidentielle congolaise partitionne ainsi la nation et a tendance à partitionner l'opinion nationale. Elle apporte une nouvelle opportunité de domination d'un groupe sur un autre. Elle divise la nation et fait des puissances occidentales l'arbitre incontournable lui donnant ainsi un nouvel outil de domination sur la RDC. En outre, le pays étant trop vaste, il a besoin de l'aide logistique, financière et d'expertise des pays plus riches et plus expérimentés en cette matière. Il n'est un secret pour personne que l'aide crée la dépendance et renforce la domination.

Les gouvernants congolais se prévalent aussi des élections pour pouvoir s'imposer au nom du peuple-électeur tout entier. Cette double domination, interne et externe, complique le rapport entre le fait d'être élu et celui d'être légitime. Les Congolais en ressentent le désagrément sans en vivre la contrepartie en termes de bonheur collectif visible dans leur quotidien. Surtout quand les gouvernants africains paraissent comme des sous-traitants des gouvernants occidentaux. L'élection présidentielle, mise à part, les pseudos-élections de Mobutu, a tendance à être accompagnée des perturbations politiques, des violences et même d'interventions militaires.

Le coup d'Etat de Mobutu en 1965 et l'avènement sans élection de Joseph Kabila au pouvoir en 2001 ont provoqué moins de violence et d'instabilité que les élections présidentielles de 2006 et de 2011. Les combats en pleine ville entre les militaires sous ordre de Kabila et les milices de Bemba, ont occasionné 330 à 500 morts, après l'élection présidentielle, en mars 2007. En langage imagé les élections de 2006 peuvent se résumer ainsi : « l'opération fut un succès mais le patient n'est pas rétabli ».⁵

L'élection présidentielle de 2011 en RDC a été contestée à plusieurs égards. Elle a été remise en cause dans son organisation par l'opposition qui considérait que ce scrutin était organisé par une commission électorale à la solde d'un des candidats. Ceci d'autant plus qu'elle a eu lieu après une révision constitutionnelle qui a annulé le deuxième tour des présidentielles. Désormais le candidat qui se place en tête au premier tour est proclamé élu quel que soit son score.

Le résultat de cette élection est également contesté notamment par Etienne Tshisekedi classé deuxième par le résultat du vote. Ce challenger de Kabila s'est même cru obligé de s'autoproclamer vainqueur et d'organiser à domicile sa propre investiture.

⁵ T. TREFON, (Sous la direction), *Réforme au Congo (RDC). Attentes et désillusions*, Paris, Cahier Africains-Africa studies, n°76, L'Harmattan, 2009, p. 15.

8. LA GOUTTE QUI FAIT DEBORDER LE VASE

La goutte qui fait déborder le vase et qui devrait conduire à abandonner l'élection présidentielle est la pagaille qui a accompagné l'issue des élections de 2018. C'est l'apogée du dérèglement électoral et la confirmation que chaque cycle électoral congolais est moins bon et moins utile que le précédent. La conspiration institutionnelle est à tel point que certains électeurs parlent de nominations des élus par le pouvoir sortant de Kabila.

En Afrique, la légitimation du pouvoir présidentiel est un processus fragile. Le processus de délégitimation commence dès le lendemain de l'élection présidentielle. Le peuple désemparé et désespéré s'accroche à la nouvelle élection en croyant que cette fois sera la bonne et connaît toujours une plus grande déception que la précédente. Certains Présidents ne parviennent même pas à la moitié de leur mandat qu'ils sont déjà dans la tourmente, dans le fond de leur ressource de légitimité. Cela se voit même en dehors de l'Afrique. C'est le cas de François Hollande et de Nicolas Sarkozy en France.

9. NÉCESSITÉ D'UN NOUVEAU MOMENT POLITIQUE

Il y a lieu donc de - désormais - considérer le processus du soutien populaire en RDC sous d'autres perspectives que celle de la légitimité électorale exclusivement évoquée et valorisée. Il est possible de réaliser une ablation nous séparant complètement des idéologies qui nous conduisent en enfer. Cela ouvre la voie à une nouvelle perception de la RDC, une imagerie collective neuve tirée de l'esprit congolais qui est à redécouvrir.

La nouvelle image collective diffusée par une nouvelle élite éclairée et lucide, au service du peuple, forte d'une vision supérieure jouira d'une légitimité issue de la satisfaction populaire.

Ce nouveau moment politique peut mettre fin à certaines dépendances qui placent les populations congolaises dans une situation d'hypocrisie politique. Une sorte de consentement de façade qui veut qu'on joue le jeu démocratique, un peu comme du théâtre, pour bénéficier des avantages financiers.

Les phrases qui précèdent démontrent que la démocratie n'est pas porteuse de bonheur pour la RDC.

10. APPORTER SA PIERRE SPÉCIFIQUE DANS L'HARMONIE DES PEUPLES DU MONDE

Il s'observe que le mimétisme se rapportant à la mode occidentale qui découle directement de l'acceptation de la supériorité de cette civilisation n'a pas profité aux pays africains.

On peut observer que les nations comme la Chine qui ne copient que la technologie qui relève des lois de la nature mais qui maintiennent leur culture et leur terroir avancent plus rapidement que ceux qui veulent tout copier.

En effet les lois universelles qui permettent l'avancement de la science sont les mêmes partout mais leur application dépend de l'inspiration et de la vision de chaque peuple. Appliquer l'âme et l'esprit de chaque peuple peut conduire à une plus grande diversité de résultats. L'inspiration se tasse lorsqu'on s'adonne au copier-coller. Les défis qu'impose chaque contexte n'appellent pas nécessairement les mêmes réponses. S'adapter aux conceptions étrangères, c'est adopter des calculs étrangers, c'est renoncer à une part de sa liberté, une part de son droit au sens de la beauté, c'est limiter son choix, et c'est orienter sa vie vers un autre destin. C'est du même coup ne pas assumer son rôle dans le concert des nations.

Chaque peuple doit se sentir heureux sur son sol. Chacun ne peut atteindre son plein épanouissement que conformément à sa réalité et à sa spécificité. Il peut alors participer à l'évolution de l'humanité en apportant sa propre pierre dans l'harmonieuse construction de l'humanité entière. Si un peuple copie, il n'a plus qu'à se ranger derrière celui qu'il copie qui sera toujours le meilleur dans le domaine. Chaque peuple doit apporter sa spécificité au concert des nations.

Il va de soi que cela n'est pas possible si les mœurs et les coutumes étrangères sont imposées. Les mœurs, les coutumes, les vêtements, les styles d'architecture étrangers ne peuvent pas mener au véritable progrès. *« L'imitation n'est pas synonyme d'élévation, Imiter n'est pas faire œuvre personnelle. Uniformiser en s'inspirant d'autrui est faux. »*

Le sens de la beauté n'est pas le même partout. On parle de la beauté africaine, européenne, asiatique, de l'art indien, etc. Chaque peuple doit donc développer son sens originel de la beauté véritable et se laisser conduire par lui. Ce sens constitue une indication infaillible pour l'esprit de chaque peuple. Sinon on engendre des caricatures qui remplacent la notion de la vraie beauté par l'extravagance de la mode qui ensevelit le sens de la beauté de chacun.

L'harmonie africaine ne règne plus car le sens de la beauté africaine ne peut vibrer joyeusement du fait que cette beauté n'est pas maintenue telle qu'elle devrait être, les africains ayant été contraints à copier les autres.

Et là où l'harmonie manque, on ne peut pas parler de beauté. *« Seul le développement de sa propre culture constitue pour chaque peuple un progrès réel »*. Cela seule ouvre à l'ascension en tout, et pour tout sans la moindre stagnation.

11. CONCLUSION

L'ascension d'un peuple dans le progrès doit toujours s'effectuer sur son propre terrain et partir de cette base-là. Vouloir partir sur base d'emprunt des éléments étrangers c'est rendre impossible tout progrès car un progrès, dans son vrai sens, est un élan à partir de ce que l'on possède déjà et non une imitation d'autrui. La démocratie est une imitation d'autrui.

BIBLIOGRAPHIE

- CROZIER, M. et FRIEDBERG, E., *L'acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977.
- DAHL, R., *L'analyse politique contemporaine*, Paris, Robert Laffont, 1973.
- DALOZ, J.P. et QUANTIN, P., *Transitions démocratiques africaines : dynamiques et contraintes*, Paris, Karthala, 1997.
- De VILLERS, G. et Alii., *République démocratique du Congo, politique et guerre, les trente derniers mois de L.D. Kabila*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- De VILLERS, G., *République Démocratique du Congo, de la guerre aux élections*, Paris, L'Harmattan, Tervuren, CEDAF, 2009.
- DELOYE, Y. et OLIVIER, IHL., « La civilité électorale : vote et forclusion de la violence en France » in *Cultures et Conflits*, 9/10, 1993.
- DONNADIEU, G., et KARSKY, M., *La systémique, penser et agir dans la complexité*, Paris, Liaisons, 2002.